



OBSERVATOIRE EUROPÉEN POUR L'INTÉGRITÉ DU LIBAN

LETTRE INFO MARS 2022

Les banques prennent les libanais en otages

Devant l'absence totale d'une quelconque action politique face à la corruption endémique actuelle au Liban, une minorité de juges courageux a décidé d'agir et d'affronter les corrompus.

La réaction à travers la justice s'effectue sur trois niveaux :

1. Des plaintes nominatives et ciblées présentées par des citoyens victimes du système bancaire, actuellement dépossédés de leur argent, qui ont pu trouver écho favorable auprès de certains juges. Ces derniers ont pu condamner certaines banques en les obligeant à restituer les dus des plaignants

2. Des plaintes sur dossier comme celui institué par la juge Ghada Aoun qui a mis en évidence la ***dilapidation de près de huit milliards de dollars de l'argent public***. En effet, la juge Aoun a découvert que la banque centrale, gouvernée par Riad Salame, a accordé huit milliards de dollars sous forme de crédits (donc de l'argent public), entre septembre 2019 et février 2020, à certaines banques qui ont transféré ces sommes à l'extérieur du pays, dépensées sans contrôle et d'une façon sélective et sans critères bien établis. Cet argent n'a été « rapatrié » que quelques temps après sous forme de « Lollars », de l'argent pratiquement virtuel inutilisable dans les circuits financiers internes.

Face à ce détournement manifeste de l'argent public, la juge Aoun a ordonné l'interdiction de la sortie du territoire des principaux dirigeants de ces banques et l'interdiction de disposer de leurs biens et propriétés pendant l'instruction du dossier.

3. Les enquêtes sur des suspicions d'enrichissement illicite, de blanchiment d'argent et de bien mal-acquis estimés à des centaines de millions d'euros de façon complètement opaque, en France et ailleurs. Les accusations concernaient, Riad Salame, son frère Raja, son assistante Marianne Howayek et une proche qui vit à Paris, Ana Konikova, en rapport avec le dossier Forry associates, ouvert actuellement en Suisse (cf. Lettre précédente).

La juge Ghada Aoun a demandé à auditionner les accusés ; Riad Salame et Howayek ne se sont pas rendus à cette audition. ***En revanche, Raja Salame s'est présenté au bureau de la juge qui l'a entendu et, à l'issue, a ordonné son arrestation.***

Situation actuelle et action demandée

Le bras de fer est lancé actuellement entre les juges et quelques banques soutenues par une partie de la classe politique et des médias. **La menace de paralysie totale du système bancaire est brandie afin de mettre la pression sur les juges pour qu'ils abandonnent leurs actions.**

Aujourd'hui, plus que jamais, il est demandé au monde libre d'apporter son soutien haut et fort à l'action des juges pour les renforcer dans cette rude bataille. Si les corrompus du pays arrivent à leur dessein, tout espoir de rétablissement financier ou d'assainissement de la vie publique au Liban sera définitivement perdu.

Pour l'ŒIL
Anna Maria NANGANO
Présidente

Pour tout contact :
info@lebanon-integrity.org

Observatoire Européen pour l'intégrité du Liban « ŒIL ». Qui sommes-nous ?

« ŒIL », ou Observatoire Européen pour l'Intégrité du Liban, est composé de juristes et d'activistes européens dont l'objectif est de soutenir la lutte contre la corruption au Liban en exposant de manière factuelle ses ramifications.

Pour tout contact info@lebanon-integrity.com